



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

30 Septembre 2010

30 شتنبر 2010

MAROC-CCDH-CARAVANE

Lancement d'une caravane médicale le 1-er octobre à Tinghir

Rabat, 29 sept.(MAP)- Le coup d'envoi officiel à Tinghir de la caravane médicale de chirurgie générale et orthopédique en faveur des habitants des communes du Haut Toudgha et de la municipalité de Tinghir sera donné le 1-er octobre 2010.

Organisée par le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), en partenariat avec l'association marocaine médicale pour la solidarité et l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) à Tinghir, cette caravane, d'une durée de 3 jours, s'inscrit dans le cadre du programme visant à renforcer la situation médicale dans les régions concernées par la réparation communautaire, indique, mercredi, un communiqué du CCDH. Parallèlement à cette caravane, dont le coup d'envoi sera donné par le président du CCDH, M. Ahmed Herzenni, sera organisée une conférence sur la couverture médicale en faveur des victimes des violations graves des droits de l'Homme, ajoute le communiqué, précisant que cette visite sera marquée par l'annonce du plan d'action commun entre le CCDH et l'association.

Au programme figure également une visite de terrain pour s'enquérir des projets réalisés dans le cadre du programme de réparation communautaire.

Dans le cadre de la coopération entre le Conseil et l'association, une première caravane médicale de chirurgie ophtalmologique a été organisée du 17 au 19 septembre à Ouarzazate, dont la commune de Sekkoura concernée par le programme de réparation communautaire.

Une caravane similaire a été organisée du 24 au 26 septembre 2010 dans la province de Zagora et a concerné la commune de Tagounit.

Le programme de coopération entre le CCDH et l'association marocaine pour la solidarité comprend l'organisation d'autres caravanes médicales à Guelmima et Amlako dans la province d'Errachidia, Imilchil et Sountate dans la province de Midelt, et à Hay Mohammadi Aïn Sebâa à Casablanca (8 au 10 octobre) ainsi qu'à Tazmamart et Guerrama dans la province de Midelt du 15 au 17 octobre prochain.

L'association marocaine médicale pour la solidarité vise à travers des campagnes médicales multidisciplinaires et ophtalmologiques à fournir une aide médicale gratuite aux démunis à travers des consultations médicales et des interventions chirurgicales en milieu urbain et surtout rural, à lutter contre la cécité au Maroc et à diminuer le taux de mortalité maternelle et néonatale.(MAP).

المغرب/حقوق الإنسان/جبر الضرر

إعطاء الانطلاقة من تنغير بعد غد الجمعة لقافلة طبية لدعم الوضع الصحي بمناطق جبر الضرر الجماعي

الرباط 29 / 9 / 2019 ومع/ يتم بعد غد الجمعة بتنغير, إعطاء الانطلاقة لقافلة طبية للجراحة العامة وجراحة العيون بكل من جماعة تودغا العليا, وبلدية تنغير, ينظمها المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بشراكة مع الجمعية المغربية الطبية للتضامن, والمبادرة الوطنية للتنمية البشرية بتنغير, وذلك في إطار برنامج لدعم الوضع الصحي في أقاليم مشمولة ببرنامج جبر الضرر الجماعي.

وذكر بلاغ للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان, اليوم الأربعاء, أنه سيتم بالموازاة مع هذه القافلة التي سيشراف السيد أحمد حرزني رئيس المجلس على إعطاء انطلاقها, والتي تستمر حتى الثالث من أكتوبر المقبل, تنظيم ندوة حول التغطية الصحية لفائدة ضحايا ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان, بالإضافة إلى تنظيم زيارة ستخصص لتتبع إنجاز مشاريع منفذة في إطار برنامج جبر الضرر الجماعي.

كما سيتم بمناسبة تنظيم هذه القافلة, الإعلان عن برنامج العمل المشترك بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان, والجمعية المغربية الطبية للتضامن.

ويذكر أنه سبق وأن تم في إطار برنامج التعاون بين المجلس والجمعية, تنظيم قافلة طبية لجراحة العيون من 17 إلى 19 شتنبر الجاري بورزازات, همت أيضا جماعة سكورة باعتبارها معنية ببرنامج جبر الضرر الجماعي, كما تم تنظيم قافلة مماثلة من 24 إلى 26 شتنبر الجاري بإقليم زاكورة شملت جماعة تاكونيت.

ويشتمل أيضا برنامج التعاون بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان والجمعية المغربية الطبية للتضامن على تنظيم قافلات طبية أخرى ستحل بكل من كلميمة وأملاكو بإقليم الرشيدية, وإيملاشيل والسوننتات بإقليم ميدلت, وبالحى المحمدي عين السبع بالدار البيضاء, وذلك من 8 إلى 10 أكتوبر المقبل, وتزمارت وكرامة بإقليم ميدلت من 15 إلى 17 أكتوبر المقبل.

ويذكر أن الجمعية المغربية الطبية للتضامن تهدف, عبر تنظيم حملات طبية متعددة الاختصاصات وحملات طبية لجراحة العيون, إلى توفير المساعدة الطبية المجانية للفئات المعوزة بالوسط الحضري والقروي, ومكافحة فقدان البصر بالمغرب, وتقليص نسبة وفيات الأمهات والرضع, والمشاركة في تنفيذ برامج التلقيح والمساهمة في إنشاء وتجهيز الوحدات الطبية بالتعاون مع وزارة الصحة, فضلا عن التوعية الصحية, ودعم المستشفيات, ونقل المرضى المعوزين للعلاج بالخارج, والتكوين المستمر لفائدة الأطباء

MAROC-DROITSHOMMES

CCDH: Session de formation à Agadir au profit d'ONGs sur l'approche basée sur les droits de l'Homme

Agadir, 29 sep (MAP)- Une session de formation en faveur des associations locales sur "l'approche basée sur les droits de l'Homme et la gestion basée sur les résultats", s'est ouverte mercredi à Agadir, à l'initiative du bureau régional du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH).

Cette session de deux jours qui profite à 15 participants, s'inscrit dans le cadre d'un programme visant à améliorer les capacités des associations porteuses de projets ou prétendants au financement de leur projet.

Encadrée par Fathi Touzeri, consultant pour les agences du système des Nations unies comme l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP, la formation fait partie d'un programme intitulé: " documentation des nouvelles méthodologies en droits de l'Homme et l'appel au développement local" lancé en avril dernier par le bureau régional du CCDH à Agadir et le centre de la femme arabe pour la formation et la recherche "Cawtar".

L'objectif visé est de "jeter la lumière sur le rôle central des droits de l'Homme dans le développement, et sur la valeur ajoutée de l'approche basée sur les droits de l'Homme dans les processus de planification et de programmation dans le domaine du développement ", selon un communiqué du CCDH parvenu à la MAP.

Cette formation, la troisième du genre, se fixe également pour finalité d'adopter l'approche basée sur les droits de l'Homme dans le domaine de la planification pour le développement, d'expliquer la méthodologie de la gestion basée sur les résultats et de s'exercer sa mise en Œuvre.

Les participants auront l'occasion de s'initier à l'approche des droits de l'Homme en s'arrêtant sur le système des droits de l'Homme, les droits économiques et sociaux, le système de protection, la collecte des informations, l'évaluation, la détermination des problèmes et l'analyse des causes, des responsabilités, des rôles et des compétences.

Le projet " documentation des nouvelles méthodologies en droits de l'Homme et l'appel au développement local" est financé par la Fondation Ford et mis en Œuvre par le centre Cawtar dans trois pays arabe : le Maroc, l'Egypte et le Yémen.

Il se propose d'appuyer et de renforcer les capacités des associations choisies pour l'exécution de projet de citoyenneté, de justice sociale assurant la dignité et l'égalité des citoyens. Le projet encourage les actions œuvrant sur des actions portant sur des thèmes comme la terre et le droit au logement, l'eau et les ressources naturelles, la santé, l'éducation en accordant l'importance à la question du genre dans tous les projets.

Le projet cible les catégories pauvres et vulnérables, dans le milieu semi- urbain, forêts, régions arides et Sahara, rif, et villages, afin d'écouter leurs doléances et identifier leurs besoins pour renforcer le sens de la citoyenneté et la justice sociale.(MAP).

MAROC-AFRIQUE-DH-RENCONTRE

Le CCDH participe à Dakar à un atelier sur "les mécanismes régionaux africains des droits de l'homme"

Rabat, 26 sept -(MAP)-. Le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) participe, du 27 au 28 septembre à Dakar, aux travaux d'une rencontre sur «les mécanismes régionaux africains des droits de l'homme», qui se tient dans le cadre de l'atelier des institutions nationales des droits de l'homme (INDH) de l'Afrique de l'ouest et du nord.

Organisée par le Réseau des institutions nationales africaines des droits de l'homme (RINADH) avec le soutien de la Coalition pour l'établissement de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CCA), cette rencontre a pour objectif de renforcer et de promouvoir une interaction effective des INDH africaines avec les mécanismes régionaux africains de droits de l'homme, indique dimanche un communiqué du CCDH.

Cet atelier, initié avec le soutien également du bureau du Haut Commissaire des Nations-unies aux droits de l'homme (HCDH), du Secrétariat du Commonwealth et de l'Organisation internationale de la francophonie, sera une occasion de familiariser le leadership des INDH avec les mécanismes régionaux africains des droits de l'homme et leurs différents mandats et modes de mise en application.

Il permettra aussi d'échanger les expériences et les bonnes pratiques sur les activités des mécanismes régionaux africains des droits de l'homme et de faciliter l'interaction avec les institutions de promotion des droits de l'homme.

Le communiqué explique que cet atelier permettra aussi aux participants d'explorer les stratégies pour une plus grande implication et un profond engagement des INDH dans les mécanismes régionaux africains des droits de l'homme.

Des exposés d'experts, des délibérations en plénière et des discussions en groupe marqueront les travaux de cet atelier, qui sera sanctionné par l'adoption d'un plan d'action et des recommandations visant à garantir une plus grande coopération entre les mécanismes régionaux africains des droits de l'homme et les INDH.

Le président du CCDH, M. Ahmed Herzenni, qui participe à cet atelier, assure, depuis le 5 novembre 2009, la présidence du Réseau des institutions nationales africaines des droits de l'homme pour un mandat de deux ans.(MAP).

المغرب/إفريقيا/حقوق الإنسان المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان يشارك في ورشة إقليمية أفريقية بدار حول "الآليات الإقليمية الإفريقية لحقوق الإنسان"

الرباط 26 / 9 / مع/ يشارك المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في أشغال ورشة المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان
بغرب وشمال إفريقيا التي ستعقد بالعاصمة السينغالية على مدى يومين ابتداء من يوم غد الإثنين حول "الآليات الإفريقية
الإقليمية لحقوق الإنسان".

وذكر بلاغ للمجلس, اليوم الأحد, أن هذه الورشة التي سيكون المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ممثلاً فيها برئيسه السيد
أحمد حرزني, تهدف إلى تعزيز وتطوير تفاعل المؤسسات الوطنية الإفريقية لحقوق الإنسان مع الآليات الإقليمية الإفريقية
لحقوق الإنسان.

وأبرز أن هذا اللقاء سيشكل أيضاً مناسبة من أجل انفتاح أكبر لرؤساء ومسؤولي المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان على
الآليات الإقليمية الإفريقية لحقوق الإنسان ونطاقات اختصاصها وطرق أعمالها, وكذا تبادل التجارب والتحديات وأفضل
الممارسات حول أنشطة الآليات الإقليمية الإفريقية لحقوق الإنسان, فضلاً عن تيسير تفاعل المؤسسات الوطنية لحقوق
الإنسان معها.

كما ستمثل هذه الورشة, المنظمة من طرف شبكة المؤسسات الوطنية الإفريقية لحقوق الإنسان بدعم من التحالف من أجل
إنشاء محكمة إفريقية فعالة لحقوق الإنسان والشعوب, ومكتب المفوض السامي لحقوق الإنسان وأمانة الكومنولث
والمنظمة الدولية للفرانكوفونية, فرصة للمشاركين لاكتشاف المجالات والاستراتيجيات الممكنة لضمان إشراك أفضل
وانخراط فعلي للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في عمل الآليات الإقليمية الإفريقية لحقوق الإنسان.

وأضاف المصدر ذاته أن برنامج الورشة يتضمن تقديم عروض من لدن خبراء, وتنظيم نقاشات سواء في إطار جلسات
عامة أو مجموعات عمل, على أن تتوج أعمال اللقاء بخطة عمل وتوصيات ترمي إلى ارساء تعاون جيد بين الآليات
الإقليمية الإفريقية لحقوق الإنسان والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان.

يذكر أن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان يظطلع برئاسة شبكة المؤسسات الوطنية الإفريقية لحقوق الإنسان منذ 5
نونبر 2009 لولاية تستمر على مدى سنتين.

MAROC-SÉNÉGAL-AFRIQUE-DH

M. Herzenni se félicite de l'"amélioration" de la situation des droits de l'homme en Afrique

(MAP)- 27 sept –

Le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni s'est félicité, lundi à Dakar, de l'"amélioration" de la situation des droits de l'Homme en Afrique au cours des dernières années, grâce à l'action des institutions nationales des droits humains.

Présidant l'ouverture d'un atelier du réseau des institutions nationales des droits de l'Homme (RINADH) de l'Afrique de l'Ouest et du Centre en présence de la ministre sénégalaise en charge des droits de l'homme, Mme Coumba Gaye, M. Herzenni a indiqué qu'il s'agit d'un signe "encourageant", étant donné que les institutions nationales des droits humains sont des entités "incontournables" dans la promotion et la protection des droits de l'Homme aux niveaux national, régional et international.

En effet, a-t-il expliqué, outre leurs réalisations dans la promotion et la protection des droits de l'Homme au niveau national, ces institutions interagissent de plus en plus avec les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'Homme, servent de moyens de "domestication" des normes régionales et internationales des droits de l'Homme et attirent l'attention de ces mécanismes sur les préoccupations nationales des droits de l'Homme.

Le président du CCDH a mis l'accent sur la nécessité de renforcer l'engagement des institutions nationales africaines et d'accroître leur participation et efficacité au niveau régional à travers le RINADH, précisant que ce réseau, dans son rôle de coordination des institutions membres, a pour mission d'encourager et de soutenir la mise en place d'institutions nationales crédibles et conformes aux principes de Paris.

Le RINADH, a-t-il ajouté, se doit de renforcer également les capacités des institutions nationales de droits de l'homme existantes, faciliter et coordonner les activités régionales entre ces institutions d'une part et entre elles et les institutions internationales et intergouvernementales d'autre part.

Il est important aussi de reconnaître que la promotion et la protection des droits de l'Homme exigent une approche à multiples facettes pour toutes les parties prenantes, a-t-il poursuivi indiquant que cette approche est essentielle pour une promotion et protection efficaces des droits de l'Homme et pour la construction d'une culture des droits de l'Homme en Afrique.

M. Herzenni a également appelé les institutions nationales des droits humains à renforcer leur coopération et leur relation avec les mécanismes africains des droits de l'Homme tout en explorant les multiples avantages que ce genre de coopération peut offrir.

Cet atelier de deux jours a pour objectif de renforcer et de promouvoir une interaction effective de institutions africaines des droits humains avec les mécanismes régionaux africains de droits de l'homme.

Il permettra également aux dirigeants de ces institutions de s'approprier les mécanismes régionaux africains des droits de l'homme et leurs différents mandats et modes de mise en application.

M. Herzenni assure, depuis le 5 novembre 2009, la présidence du Réseau des institutions nationales africaines des droits de l'homme pour un mandat de deux ans. (MAP).

المغرب/السينغال/إفريقيا/حقوق الإنسان

السيد حرزني يشيد بـ"تحسن" وضعية حقوق الإنسان بإفريقيا

دكار 19 /27 /ومع/ أشاد رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان, السيد أحمد حرزني, اليوم الإثنين بدكار, بـ"تحسن" وضعية حقوق الإنسان بإفريقيا خلال السنوات الأخيرة, بفضل العمل الذي تقوم به المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان. وأضاف السيد حرزني, الذي ترأس افتتاح ورشة لشبكة المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان بغرب ووسط إفريقيا, بحضور الوزيرة السينغالية المكلفة بحقوق الإنسان السيدة كومبا غاي, أن هذا التحسن هو مؤشر "مشجع", باعتبار أن المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان تعتبر هيئات "لا غنى عنها" للنهوض بحقوق الإنسان وحمايتها على الأصعدة الوطنية والإقليمية والدولية.

وأوضح أنه إلى جانب الإنجازات التي حققتها في مجال النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها, فإن هذه المؤسسات تعمل بشكل متزايد مع الآليات الإقليمية والدولية لحقوق الإنسان, وتسعى من أجل "تسخير" المعايير الإقليمية والدولية لحقوق الإنسان محليا, وتثير اهتمام هذه الآليات حول الانشغالات الوطنية في مجال حقوق الإنسان. وركز رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان على ضرورة تعزيز انخراط المؤسسات الإفريقية الوطنية, وزيادة مشاركتها وفعاليتها على الصعيد الإقليمي من خلال شبكة المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان بغرب ووسط إفريقيا, موضحا أن هذه الشبكة, من خلال دورها المتمثل في التنسيق بين المؤسسات العضوة, تضطلع بمهمة تحفيز ودعم إحداث مؤسسات وطنية ذات مصداقية ومطابقة لمبادئ باريس.

وأضاف أنه يتعين على شبكة المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان بغرب ووسط إفريقيا أيضا تعزيز قدرات المؤسسات الوطنية القائمة لحقوق الإنسان, وتسهيل وتنسيق الأنشطة الإقليمية بين هذه المؤسسات من جهة, وبينها وبين المؤسسات الدولية والحكومية من جهة أخرى.

وأبرز أنه من المهم أيضا الإقرار بأن النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها يفرضان اعتماد مقاربة متعددة الأوجه بالنسبة لجميع الأطراف المعنية, مشيرا إلى أن هذه المقاربة أساسية من أجل النهوض والحماية الفاعلين لحقوق الإنسان, وبناء ثقافة لحقوق الإنسان بإفريقيا.

كما دعا السيد حرزني المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان إلى تعزيز تعاونها وعلاقتها مع الآليات الإفريقية لحقوق الإنسان, مع استكشاف المزايا المتعددة التي يتيحها هذا النوع من التعاون.

وتهدف هذه الورشة التي تستمر يومين, إلى تعزيز وتطوير تفاعل المؤسسات الإفريقية لحقوق الإنسان مع الآليات الإقليمية الإفريقية العاملة في هذا المجال.

وستمكن أيضا مسؤولي هذه المؤسسات من الاقتداء بالآليات الإقليمية الإفريقية لحقوق الإنسان والاطلاع على مختلف مهامها وأنماط عملها لإعمال هذه الحقوق.

ويذكر أن السيد حرزني, يتولى منذ 5 نونبر 2009, رئاسة شبكة المؤسسات الوطنية الإفريقية لحقوق الإنسان لفترة مدتها سنتين.

Dakar, capitale africaine des droits de l'Homme

● Le président du CCDH s'est félicité de l'amélioration de la situation des droits de l'Homme en Afrique

PAR A.Y.B. AVEC (MAP)

Présidant l'ouverture d'un atelier du Réseau des institutions nationales des droits de l'Homme (Rinadh) de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, dont il assure la présidence depuis 2005, en présence de Coumba Gaye, ministre sénégalaise en charge des droits de l'Homme, Ahmed Herzenni a indiqué qu'il s'agit d'un signe «*encourageant*», étant donné que les

institutions nationales des droits humains sont des entités «*indomesticables*» dans la promotion et la protection des droits de l'Homme aux niveaux national, régional et international. En effet, a-t-il expliqué, outre leurs réalisations dans la promotion et la protection des droits de l'Homme au niveau national, ces institutions interagissent de plus en plus avec les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'Homme, et ser-

vent donc de moyens de «*domestication*» des normes régionales et internationales des droits de l'Homme et attirent l'attention de ces mécanismes sur les préoccupations nationales des droits de l'Homme.

Le président du CCDH a mis l'accent sur la nécessité de renforcer l'engagement des institutions nationales africaines et d'accroître leur participation et leur efficacité au niveau régional à travers le Rinadh, précisant que ce ré-

seau, dans son rôle de coordination des institutions membres, a pour mission d'encourager et de soutenir la mise en place d'institutions nationales crédibles et conformes aux principes de Paris.

Le Rinadh, a-t-il ajouté, se doit de renforcer également les capacités des institutions nationales de droits de l'Homme existantes, faciliter et coordonner les activités régionales entre ces institutions d'une part, et entre elles et les institutions internationales et intergouvernementales, d'autre part. Il est important aussi de reconnaître que la promotion et la protec-

tion des droits de l'Homme exigent une approche à multiples facettes pour toutes les parties prenantes, a-t-il poursuivi. Il a également appelé les institutions nationales des droits humains à renforcer leur coopération et leur relation avec les mécanismes africains des droits de l'Homme tout en explorant les multiples avantages que ce genre de coopération peut offrir. L'atelier de deux jours a pour objectif de renforcer et de promouvoir une interaction effective des institutions africaines des droits humains avec les mécanismes régionaux africains de droits de l'Homme.

MAROC-UE-PRESSE-RENCONTRE

L'information, un des vecteurs de la plateforme citoyenne de promotion de la culture des droits de l'homme (CCDH)

Rabat, 27 sept -(MAP)-. «L'information est l'un des principaux vecteurs de la plateforme citoyenne de promotion de la culture des droits de l'homme, étant donné le rôle éminemment positif qu'elle joue dans la diffusion et la consécration des valeurs de ces droits sur une grande échelle», a souligné, lundi à Rabat, M. Mustapha Iznassni, membre du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH).

Intervenant à l'ouverture du séminaire «Société civile UE-Maroc sur la liberté de la presse», M. Iznassni a indiqué que le CCDH, en tant qu'institution nationale de protection et de promotion des droits de l'homme, n'a cessé d'accorder à la liberté de la presse une importance accrue en s'appuyant sur les dispositions de la Constitution relatives à la liberté d'expression et d'opinion, les principes et standards internationaux des droits de l'homme et sur les engagements internationaux du Royaume.

Dans ce sens, il a ajouté que le Conseil participe au débat, en cours depuis des années, sur la réforme de la législation relative au secteur de l'information dans le sens de la consolidation des acquis renforçant le développement de la presse, dans un cadre de liberté et de pluralisme, lui permettant d'accompagner l'édification démocratique du pays.

Il a rappelé que le Maroc connaît, depuis quelques années, des transformations profondes en matière d'édification démocratique et de promotion des droits de l'homme, ce qui a eu pour conséquence l'élargissement des espaces des libertés.

M. Iznassni a également relevé que le CCDH a notamment recommandé dans ses récents rapports la préparation, en collaboration avec les différentes institutions professionnelles, syndicales et académiques, d'un document national de référence consacré à la liberté de la presse et l'ouverture d'un débat national profond et serein entre les institutions représentatives de la profession, le CCDH, et les universitaires et experts à l'occasion de toute révision juridique.

Il a fait savoir que le CCDH, sollicité pour donner son avis sur le projet de Code de la presse, a constitué un groupe de travail élargi, dont les travaux ont été sanctionnés par l'adoption d'un mémorandum, qui a insisté sur l'importance de l'auto-organisation et de la régulation de la profession et du respect de la déontologie, ainsi que sur la proportionnalité entre les actes incriminés, la nature des victimes et les peines encourues en matière de délits de presse.

Les discussions au sein du CCDH et ses concertations avec les experts et les acteurs de la société civile et le ministère de tutelle ont abouti à l'élaboration d'un nouveau document qui insiste sur la mise à niveau globale et urgente du corpus pénal relatif à la communication, l'importance de l'autorégulation des professions de la communication à travers la mise au point de règles de conduite, et la création d'organismes indépendants, a-t-il précisé.

M. Iznassni a indiqué que le CCDH prépare actuellement une étude relative à la réforme du secteur de la presse, en s'appuyant sur l'ensemble des travaux, débats et concertations réalisés. (MAP).

المغرب/الاتحاد الأوربي/صحافة/لقاء الإعلام إحدى الدعامات الأساسية للنهوض بثقافة حقوق الإنسان (المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان)

الرباط/27/9/ومع/ أكد السيد مصطفى اليزناسني، عضو المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، اليوم الإثنين بالرباط، أن الإعلام يعد إحدى الدعامات الأساسية للنهوض بثقافة حقوق الإنسان، بالنظر للدور الإيجابي البارز الذي يضطلع به في نشر وترسيخ قيم هذه الحقوق على نطاق واسع.

ولدى تدخله في افتتاح ندوة "المجتمع المدني بالاتحاد الأوربي والمغرب حول حرية الصحافة"، أكد السيد اليزناسني أن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان باعتباره مؤسسة وطنية لحماية والنهوض بحقوق الإنسان، لم يفتأ يولي لحرية الصحافة أهمية متنامية، بالاستناد إلى مقتضيات الدستور المتعلقة بحرية التعبير والرأي والمبادئ والمعايير الدولية لحقوق الإنسان، وإلى الالتزامات الدولية للمملكة.

وأضاف في هذا الصدد، أن المجلس يشارك في النقاش الجاري منذ سنوات حول إصلاح التشريع المتعلق بقطاع الإعلام على درب تعزيز المكتسبات التي من شأنها تعزيز تطوير الصحافة، في إطار من الحرية والتعددية، بما يمكنها من مواكبة البناء الديمقراطي للبلاد.

وذكر بأن المغرب يعرف منذ سنوات تحولات عميقة في مجال البناء الديمقراطي والنهوض بحقوق الإنسان، مما أفضى إلى توسيع فضاءات الحريات

وسجل السيد اليزناسني أيضا أن المجلس الملكي الاستشاري لحقوق الإنسان أوصى على الخصوص، في تقاريره الأخيرة، بالقيام بتعاون مع مختلف المؤسسات المهنية والنقابية والأكاديمية، بإعداد وثيقة وطنية مرجعية مخصصة لحرية الصحافة، وفتح نقاش وطني معمق وهادئ بين المؤسسات الممثلة للمهنة، والمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، والجامعيين والخبراء، بمناسبة كل مراجعة قانونية.

وأثار الانتباه إلى أن المجلس الملكي الاستشاري لحقوق الإنسان الذي طلب منه تقديم وجهة نظره بشأن مشروع قانون الصحافة، شكل فريق عمل موسع توجت أعماله بالمصادقة على مذكرة تفاهم شددت على أهمية التنظيم الذاتي، وتقنين المهنة واحترام أخلاقيات المهنة، علاوة على المطابقة بين الأفعال المحرمة وطبيعة الضحايا والعقوبات المطبقة على الجرائم ذات الصلة بالصحافة.

وأوضح أن المباحثات التي تم إجراؤها داخل المجلس الملكي الاستشاري لحقوق الإنسان ومشاوراته مع الخبراء والفاعلين والوزارة الوصية، أفضت إلى صياغة وثيقة جديدة تشدد على التأهيل الشامل والعاجل لقانون العقوبات المتعلقة بالإعلام، وأهمية الضبط الذاتي لمهنة التواصل عبر إرساء قواعد للسلوك وإحداث هيئات مستقلة.

وأشار السيد اليزناسني إلى أن المجلس الملكي الاستشاري يعكف حاليا على إعداد دراسة متعلقة بإصلاح قطاع الصحافة، استنادا إلى كافة الأشغال والنقاشات والمشاورات التي جرت.

حوار مع الدكتور يوسف البحيري الخبير الدولي في حقوق الإنسان: أركان جريمة الاحتجاز التعسفي تتوفر في اختطاف مصطفى سلمى ولد مولود

حاوره : عبد الصمد الكباص

في هذا الحوار ، يتناول الأستاذ يوسف البحيري واقعة اختطاف مصطفى سلمى ولد مولود من قبل مليشيات البوليساريو، من منظور القانون الدولي ، و ما يترتب عن ذلك من مسؤوليات تتحملها دولة الجزائر و جبهة البوليساريو، و الضمانات التي يخولها القانون الدولي لحمايته .

و الأستاذ يوسف البحيري دكتور دولة في القانون الدولي ومدير مركز دراسات حقوق الانسان بجامعة القاضي عياض بمراكش وعضو المجلس الاستشاري للشبكة الدولية للتوثيق و الاعلام في حقوق الانسان بجنيف.

{ قامت مليشيات البوليساريو باختطاف المسؤول الصحراوي مصطفى سلمى ولد سيدي مولود أثناء عودته الى مخيمات تندوف، ماهو تعليقكم على قرار قيادة البوليساريو من منظور القانون الدولي؟

< ان اختطاف المسؤول الصحراوي مصطفى سلمى ولد سيدي مولود أثناء عودته الى مخيمات تندوف من طرف مليشيات البوليساريو داخل مناطق عازلة بالمهيريذ يشكل انتهاكا جسيما للعديد من مقتضيات القانون الدولي. أولا ان البوليساريو توغلت داخل مناطق عازلة تحت سيطرة الامم المتحدة من أجل تنفيذ عملية اختطاف مصطفى سلمى ولد سيدي مولود، وسلمته للامن العسكري الجزائري بعد اقتياده من المهيريذ، حسب شهادة ابن خاله الذي كان معه أثناء تعرضه للاختطاف، وهو ما يتنافى مع اتفاقية وقف إطلاق النار الموقعة في عام 1991 ، ويعيق التدابير التي تقوم بها هيئة الامم المتحدة في سبيل الحفاظ على السلم والامن الدوليين، خصوصا وان المغرب سلم للبعثة الاممية هذه المنطقة لتكون عازلة في اطار اتفاقية وقف إطلاق النار. ثانيا إن عملية الاختطاف التي نفذتها البوليساريو والمخابرات الجزائرية تتوفر فيها اركان جريمة الاحتجاز التعسفي التي اعتبرها القانون الدولي انتهاكا جسيما للمعايير الدولية لحقوق الانسان المتعلقة بالحق في الحياة والحرية والسلامة الجسدية، وهو ما يستدعي تحريك آليات المساءلة و المتابعة الجنائية في حق المسؤولين في قيادة البوليساريو والعمل على عدم إفلاتهم من العقاب.

ان المعايير الدولية لتجريم الاحتجاز والمعروفة بقواعد طوكيو التي تم إقرارها بقرار الجمعية العامة رقم 11045 ، تعتبر ان الاحتجاز يشكل انتهاكا لحقوق الانسان وان مسؤولية امن وسلامة المحتجزين تقع على عاتق الجهة التي تحتجزهم، ولذلك فمسؤولية البوليساريو والجزائر قائمة من أجل السماح بمراقبة أوضاع احتجاز المعتقل مصطفى ولد سيدي مولود من طرف هيئات مستقلة التي تعتبر جزءا لا يتجزأ من منظومة حماية الأشخاص المحرومين من حريتهم.

{ اذن ماهي صحة ادعاءات البوليساريو باعتقال مصطفى سلمى ولد سيدي مولود بسبب اتهامه بالتجسس ونقل المعلومات لصالح المغرب؟

< إن تبرير عملية اختطاف مصطفى ولد سيدي مولود تحت ذريعة اتهامه بالتجسس والخيانة تؤكد بما لا يدعو مجالا الى الشك، أن جبهة البوليساريو هي جهاز بوليسي واستخباراتي قائم على إنكار الحريات العامة والحق في التعبير. فاعتقال المسؤول الصحراوي مصطفى سلمى ولد سيدي مولود يندرج في اطار الاعمال الانتقامية، فكما تتبع الرأي العام الدولي، إنه عبر عن موافقه السياسية و وجهة نظره بحرية وبشكل علني وبصوت مرفوع بصفته اولا مقيما بمخيمات تندوف منذ 31 سنة ، وثانيا لأنه يشغل حتى لحظة اعتقاله وظيفة مفتش عام للشرطة المدنية المكلفة بحفظ الامن في المخيمات ، وهو ما يخوله بدرجة مباشرة نقل الموقف السياسي للمدنيين المحتجزين بتندوف من خلال تبنيه للاقتراح المغربي في الحكم الذاتي لحل قضية الصحراء المعروضة امام هيئة الامم المتحدة.

ففي شهر يوليوز الماضي قام هذا المسؤول في قيادة البوليساريو بزيارة عائلته في مدينة السمارة في إطار الزيارات التي تنظمها المفوضية السامية لشؤون اللاجئين التابعة للامم المتحدة، وأكد في ندوة صحفية عقدت بالسمارة على قناعته الكاملة بأن المشروع المغربي المتعلق بالحكم الذاتي في إطار السيادة المغربية، يظل هو الحل الملائم لقضية الصحراء، اضافة الى انه عبر عن استعداده للدفاع عن الاقتراح المغربي داخل مخيمات تندوف.

وهو ما شكل ضربة موجعة للطروحة الانفصالية وتصدعا قويا في بنيان البوليساريو مما أزج قيادتها التي تتاجر بالوضع غير الانسانية للمدنيين المحتجزين بتندوف و«بحق الشعب في تقرير المصير» كورقة ابتزاز للحصول على المساعدة الانسانية من طرف المجتمع الدولي، وأبانت عن إيمان اتجاه داخل مكونات البوليساريو ذاتها بمشروعية الاقتراح المغربي المتعلق بالحكم الذاتي في إطار السيادة المغربية. وهذا ما يفسر لماذا هددت قيادة البوليساريو مصطفى ولد سيدي مولود باعتقاله وتعريض حياته للخطر في حالة التفكير في العودة الى تندوف لحنه على البقاء بعيدا عن

المخيمات، ولكن بعدما قرر المسؤول الصحراوي العودة الى أسرته وممارسة حقه في التجمع العائلي مع زوجته وابنائهم الخمسة نفذت مليشيات البوليساريو بالفعل عملية الاختطاف تحت اشراف المخابرات العسكرية الجزائرية .

{ ماهي دلالات الادانة الجماعية للمنظمات الحقوقية الدولية والوطنية لعملية الاختطاف والاحتجاز التعسفي التي تعرض لها المسؤول الصحراوي مصطفى ولد سيدي مولود؟

< يمكن استنتاج مجموعة من الملاحظات بشأن ردود الفعل المتعلقة بإدانة الاختطاف والاحتجاز وكذلك التعبير عن التعاطف والخوف على مصير المسؤول الصحراوي، واولا إصدار بيان إدانة من الاممية الديمقراطية لاجزاب الوسط لدى مجلس حقوق الانسان بجنيف، مطالبة الجزائر بتحمل مسؤوليتها المتعلقة بضمان الحق في الحياة والسلامة الجسدية للمعتقل مصطفى ولد سيدي مولود، مع حث البوليساريو على الافراج الفوري وغير المشروط عن هذا المسؤول الصحراوي واحترام حقوق الانسان والحريات المتعلقة بالتعبير والتنقل.

من جانب ثان إجماع المنظمات الحقوقية الدولية على إدانة عدم قانونية الاختطاف والاحتجاز اللذين يتعرض اليهما المسؤول الصحراوي بعد قرار عودته الى تندوف، حيث طالبت المنظمة الدولية هيومن رايتس ووتش في بيانها البوليساريو والجزائر بالافراج الفوري عن مصطفى ولد سيدي مولود ، الذي عبر عن تشيئه وتأييده للمقترح المغربي للحكم الذاتي حتى بعد عودته الى مخيمات تندوف. كما عبرت منظمة العفو الدولية عن قلقها بشأن مصير مصطفى ولد سيدي مولود، داعية في بيانها البوليساريو الى تقديم توضيحات حول وضعه القانوني ومكان احتجازه، ومطالبة بعدم تعرضه للانتقام بسبب دعمه العلني للمقترح المغربي للحكم الذاتي، كما اعتبر بيان هذه المنظمة الجزائر مسؤولة كبد يؤولي المخيمات بضمان واحترام حق مصطفى ولد سيدي مولود في التعبير.

تلاحظ ايضا إجماعا وطنيا سواء من طرف الحكومة المغربية والمجلس الملكي الاستشاري للشؤون الصحراوية والمجلس الاستشاري لحقوق الانسان والمنظمة المغربية لحقوق الانسان وغيرها على إدانة وتجريم الجزائر والبوليساريو بسبب ما تعرض له مصطفى سلمى ولد سيدي مولود من انتهاكات جسيمة لحقوق الانسان تتجلى في الاختطاف والاحتجاز التعسفي. كما تحركت القبائل بالاقليم الجنوبية خصوصا الركييات او فخذة البيهات التي ينتمي اليها المسؤول الصحراوي للمطالبة بالتدخل لاطلاق سراحه واحترام حقه في التعبير.

{ ماهي ضمانات القانون الدولي لحماية مصطفى سلمى ولد سيدي مولود وغيره من المحتجزين التي يجب على البوليساريو والجزائر الالتزام بها؟

< ان القانون الدولي الانساني في اتفاقية جنيف الرابعة لعام 1949 يمثل مرجعية اساسية لضمان حماية السيد مصطفى ولد مولود المحتجز من طرف البوليساريو، وذلك لان هذه الاتفاقية تحرم جميع اشكال الاعتقال التعسفي والاحتجاز والتعذيب في حق المدنيين . فالباب الثاني والباب الثالث من الاتفاقية الرابعة لجنيف يشكلان مرجعية اساسية للقانون الدولي الانساني تفرض على البوليساريو كطرف في النزاع على الصحراء المغربية ضمان السلامة الجسدية والأمنية للمدنيين المحتجزين بتندوف وحمايتهم من جميع أساليب القتل والترهيب والتخويف والأعمال الانتقامية. هذا في حين أن العديد من التقارير الدولية تؤكد على ان البوليساريو تفرض حصارا على المدنيين وتحتجزهم في معتقلات بالمخيمات بهدف منعهم من حرية التعبير والتنقل و مغادرة اماكن الاحتجاز بمخيمات تندوف وحرمانهم من التجمع العائلي بزيارة اهاليهم بالصحراء المغربية ، وهو ما يؤكد بما لا يدع مجالا إلى الشك أن هناك سياسة منهجة من طرف البوليساريو تندرج في اطار الاعمال الانتقامية التي تروم ارتكاب انتهاكات جسيمة في حق المدنيين بتندوف تتجلى في الاعتقال التعسفي والاحتجاز والتعذيب وتصل حتى القتل بالرغم من ان مقتضيات القانون الدولي الانساني تلزم البوليساريو باتخاذ الاحتياطات اللازمة لحماية المدنيين تحت رقابة المنظمات الانسانية و المجتمع الدولي، وهو ما يثير المسؤولية الجنائية الفردية للمسؤولين في جبهة البوليساريو امام المحكمة الجنائية الدولية.

من جانب اخر، فالدولة الجزائرية مطالبة باحترام اتفاقية جنيف لعام 1951 كبد تقع فوق اقليمه مخيمات تندوف، وتعتبر حماية اللاجئين أساسا مسؤولية الدولة المضيفة الجزائر التي تقع فوق اراضيها مخيمات تندوف ، إذ يقع على الدول الموقعة على اتفاقية 1951 التزام قانوني بحماية مصطفى ولد سيدي مولود وفقا للشروط المبينة في الاتفاقية، وأن تحترم مبادئ الحماية الأساسية، من قبيل ضمان الحق في الحياة والحرية والسلامة الجسدية. فاتفاقية سنة 1951 وفرت عدة ضمانات هامة تروم حماية المدنيين والمحتجزين في تندوف ومنهم طبعاً المعتقل مصطفى ولد سيدي مولود ضد انتهاكات الدولة الجزائرية التي توجد على إقليمها المخيمات، كما انها مسؤولة ايضا في نفس الوقت عن ضمان حرية التنقل لجميع فئات المدنيين والمحتجزين إلى المغرب هروبا من الاضطهاد و تهديد حياتهم و سلامتهم الجسدية في مخيمات البوليساريو.

ونلاحظ ان المفوضية السامية لشؤون اللاجئين التابعة للامم المتحدة اعلنت عن تتبعها بقلق مصير المسؤول الصحراوي مصطفى ولد سيدي مولود، حيث ان المسؤولية الاخلاقية لمفوضية شؤون اللاجئين قائمة مادامت هي التي تسهر على تأمين الزيارات العائلية التي جاء في اطارها مصطفى ولد سيدي مولود لزيارة عائلته بمدينة السمارة وتضمن له الحق في الحياة والسلامة الجسدية و الحرية والحق في العودة الى مخيمات تندوف حيث تقيم زوجته وابنائهم الخمسة .

{ في حالة ما تبين بشكل قطعي تعرض مصطفى ولد سيدي مولود للتعذيب من طرف البوليساريو، ماهي المساطر في القانون الدولي التي يمكن اللجوء اليها لتحريك المتابعة الجنائية؟

< بالفعل تناقلت وسائل الاعلام المكتوبة اخبار تعرض مصطفى ولد سيدي مولود الى التعذيب الجسدي والنفسي اثناء التحقيق معه بسجن انفرادي بمنطقة الرابوني او بعد نقله الى سجن اخر يوجد فوق منطقة بشار ، ففي حالة ما تأكدت هذه الاخبار سنكون امام افعال تندرج في نطاق المادة الاولى من الاتفاقية الدولية لمناهضة التعذيب التي تعرف التعذيب بأنه فعل يرتكبه موظف رسمي ينتج عنه ألم شديد من اجل الحصول على معلومات او اعتراف او معاقبة او تخويف ... وتلزم الاتفاقية الدولية بتوقيع الجزاء على مرتكبي جريمة التعذيب بعقوبات تتناسب مع الطبيعة الخطيرة لها ، كما ان العفو او التقادم يعد خرقا لاحكام المادة الثانية في فقرتها الرابعة.

ومن هذا المنطلق، ان مسألة تحريك الدعوى الجنائية أمام المحكمة الجنائية الدولية في حالة السيد مصطفى ولد سيدي مولود وباقي الانتهاكات الجسيمة للقانون الدولي الإنساني المرتكبة بأمر وعلم من طرف المسؤولين في قيادة البوليساريو ممكنة بواسطة آليات منصوص عليها في مقتضيات اتفاقية المحكمة الجنائية الدولية: . تحريك الدعوى الجنائية من طرف إحدى الدول الأطراف المصادقة على اتفاقية روما بإحالة قضية الانتهاكات الجسيمة للقانون الدولي الإنساني المرتكبة في تندوف أمام المدعي العام وفق المادة 14 . وهذه الآلية متاحة للمنظمات الدولية لحقوق الإنسان الموجود مقرها بدول الاتحاد الأوروبي برفع دعوى جنائية امام المحكمة الجنائية الدولية بواسطة إحدى الدول الأوروبية المصادقة. والجمعيات الحقوقية المغربية التي تربطها علاقات وثيقة بهذه المنظمات الدولية لحقوق الإنسان مدعوة للجوء الى هذه الآلية من اجل الدفع بتحريك الدعوى الجنائية ضد قادة البوليساريو. . إحالة مجلس الأمن تحريك الدعوى الجنائية من طرف المدعي العام للمحكمة الجنائية الدولية ، إذا قام من تلقاء نفسه بموجب الفصل السابع من ميثاق الأمم المتحدة بإحالة قضية الاحتجاز التعسفي والتعذيب الذي يتعرض اليه مصطفى ولد سيدي مولود ومختلف الانتهاكات الجسيمة للقانون الدولي الإنساني المرتكبة في حق المدنيين المحتجزين في تندوف إلى المدعي العام للمحكمة الجنائية الدولية.

{ وهل تتحمل الجزائر مسؤولية فيما يتعلق بواجب حماية مصطفى ولد سيدي مولود وباقي المحتجزين بمخيمات تندوف؟ < بالتأكيد إن مقتضيات القانون الإنساني المنصوص عليها في اتفاقيات جنيف الأربع لعام 1949 والبروتوكولين الإضافيين لعام 1977 تتضمن عدة مقتضيات تتعلق بإثارة المسؤولية القانونية للجزائر فيما يتعلق بواجب حماية مصطفى ولد سيدي مولود ومنع الانتهاكات الجسيمة للقانون الإنساني المرتكبة في حق المدنيين المحتجزين بتندوف. إن المادة الأولى المشتركة تؤكد بأن الدول الأطراف ومنها الجزائر طبعاً تتحمل مسؤولية الالتزام بتفعيل وإعمال الوسائل القانونية والتدابير اللازمة لمنع انتهاكات القانون الدولي الإنساني ومعاقبة مقترفي الجرائم الدولية فوق أراضيها. ويخصص القانون الدولي الإنساني جزءاً مهماً من أحكامه لاتخاذ تدابير وقائية وقمع الانتهاكات الجسيمة المرتكبة فوق أراضي الدول الأطراف. وبناء على ذلك فالجزائر تتحمل مسؤولية تطبيق «قاعدة محاكمة المجرم أو تسليمه». ففي قضية اعتقال مصطفى ولد سيدي مولود وغيرها من حالات ارتكاب البوليساريو للانتهاكات الجسيمة في حق الاسرى والمدنيين المحتجزين بتندوف ان مسؤولية الدولة الجزائرية قائمة بموجب القانون الدولي الإنساني الذي يلزمها بأن تحيل المتهمين من قيادة البوليساريو الذين ارتكبوا جرائم ضد الإنسانية و جرائم الحرب فوق أراضيها الى محاكم وطنية أو تسليمهم إلى طرف متعاقد لمحاكمتهم إذا توفر على أدلة اتهام كافية لإدانتهم. ان المادة 146 من اتفاقية جنيف الرابعة تلزم الدولة الجزائرية بملاحقة المتهمين وتقديمهم إلى المحاكمة. فهذه القاعدة لا ترتبط بسيادة الدول حيث يمكن لهذه الأخيرة التنازل عنها في علاقاتها المتبادلة و إنما ترتبط بحقوق أشخاص وأفراد محميين. وتؤكد الطابع المطلق لنظام الالتزام بمنع ارتكاب الانتهاكات الجسيمة للقانون الدولي الإنساني أيضاً في (المادة 25) من اتفاقية جنيف الأولى و(المادة 82) من اتفاقية جنيف الثانية، وقد كانت (المادة 148) من الاتفاقية الرابعة صريحة بشأن التزام الدولة حيث نصت على: «أنه لا يجوز لأي طرف متعاقد أن يتحلل من التزاماته أو يحل طرفاً متعاقداً آخر من المسؤوليات التي تقع عليه، أو على طرف متعاقد آخر فيما يتعلق بالانتهاكات الجسيمة المشار إليها في (المادة 147)، ومنها القتل العمد، التعذيب، المعاملات غير الإنسانية والتجارب البيولوجية، إحداث الأذى فظيعة عن قصد والمس الخاطيء بالسلامة الجسدية والصحة، الاختطاف، النقل القسري، الاعتقال التعسفي أو غير المشروع، أخذ الرهان...» وهي كلها متوفرة في الانتهاكات الجسيمة التي ارتكبتها البوليساريو في تندوف في حق الاسرى والمدنيين المحتجزين.